



HAL
open science

Qu'entend-on par l'expression “ valeurs de la Troisième République ” ?

Dominique Lejeune

► **To cite this version:**

Dominique Lejeune. Qu'entend-on par l'expression “ valeurs de la Troisième République ” ?. Licence. Facettes de la IIIe République, Université de Besançon, lundi 11 octobre 2021, de 10h30 à 12h, Amphi Petit, et mardi 12, de 10h30 à 12h, salle N4, dans le cadre du cycle “ Facettes de la IIIe République ”, France. 2021, pp.33. halshs-03376737

HAL Id: halshs-03376737

<https://shs.hal.science/halshs-03376737>

Submitted on 13 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Qu'entend-on par l'expression « valeurs de la Troisième République » ?

Université de Besançon, lundi 11 octobre 2021, de 10h30 à 12h, Amphi Petit, et mardi
12, de 10h30 à 12h, salle N4,
dans le cadre du cycle « Facettes de la III^e République »

par Dominique Lejeune, Prof Dr Dr

Ceci n'est pas une histoire de la III^e République ! **Travail, épargne, propriété, individualisme, progrès, patrie, sont les grandes valeurs de la Troisième République, elles correspondent à une idéologie, à des valeurs morales et à une conception de la société.** On doit dès l'abord ajouter qu'elles se fondent dans la **République**, première valeur et synonyme de démocratie. Comme dit Gambetta le 20 octobre 1878, lors de son discours du Château d'eau : « La République, c'est la forme qui emporte le fond et résout les problèmes qu'elle cache dans ses flancs. » ¹ Il faut ajouter le suffrage universel, la citoyenneté et l'instruction civique, la laïcité, la morale, etc. Une mystique et des **valeurs républicaines**, donc, et je laisserai de côté les valeurs des monarchistes, des anarchistes, des socialistes... Ou encore d'une catégorie sociale, comme la haute société, étudiée magistralement dans sa thèse par Éric Mension-Rigau ². Des valeurs composant la **démocratie**, synonyme de République aux yeux des républicains depuis la monarchie de Juillet. On envisagera les représentations mentales, les fondements philosophiques, les références historiques, les dispositions institutionnelles, l'organisation et les structures sociales correspondantes, la pratique politique des valeurs, etc. d'un « modèle » érigé en « mythe ».

Sous le signe de la **Cérès de 1849** et de **celle des débuts de la III^e République**.

¹ Cité dans P.Barral, *Les Fondateurs de la Troisième République*, coll. U, 1968, 359 p., pp. 166-167.

² É.Mension-Rigau, *Aristocrates et grands bourgeois. Éducation, traditions, valeurs*, thèse, Plon, 1994, 514 p., réédition, Perrin, 1997, 514 p., réédition, 2007, coll. « Tempus », 606 p.

□ Les « fondateurs de la République » et leurs inspirations doctrinales

La notion de « fondateurs de la République » (Pierre Barral)³ est capitale. Une remarquable équipe de jeunes républicains était apparue dans la vie politique à la fin du Second Empire. En dix ans de luttes, ils étaient parvenus à fonder le régime dont ils avaient rêvé, contre le césarisme de l'Empire, les illusions des « vieilles barbes de 48 » et la « République des ducs ». Les « pères fondateurs » de la III^e République se sentent obligés de définir la République par des valeurs, comme les « vieilles barbes » de 1848 d'ailleurs, et à la différence peut-être des républicains de 1792. **Gambetta, Ferry, Clemenceau et d'autres** formaient un « parti républicain », très flou à l'origine. Depuis longtemps régnaient les « comités » — il fallait une autorisation pour toute association de plus de vingt personnes — solides fils de chaîne du tissu politique, la naissance du « comité » ayant été souvent préparée par les « cercles », les chambrées, les clubs, les sociétés culturelles centrées sur l'éducation, l'école (une véritable révolution scolaire), la laïcité, ainsi que par les loges maçonniques⁴. Le Grand Orient de France, majoritaire mais au poids relatif en léger recul, le Rite écossais et la Grande Loge recrutent surtout dans les classes moyennes instruites (fonctionnaires, médecins, professeurs, avocats, instituteurs, ingénieurs, etc.), mais également chez les petits industriels, les commerçants et les artisans.

L'inspiration doctrinale des fondateurs est éclectique. Elle est fondamentalement **historienne**, avec une référence constante à l'Antiquité et, pour mieux dire, à la cité d'Athènes présentée comme une démocratie. Le rationalisme critique, le **kantisme**, le souvenir du XVIII^e siècle, des Lumières et de la Révolution française, le **positivisme** d'Auguste Comte (mort en 1857) et de ses successeurs⁵, mais aussi la lecture de **Condorcet**, de Stuart Mill et de Kant composent le fonds. **Jules Barni** (1818-1878), premier grand traducteur de Kant en France, est fort influent dans le parti républicain⁶ ; Étienne Vacherot (1809-1897) a largement contribué à donner avec le kantisme des assises philosophiques au républicanisme ; la **pensée du néo-criticiste Charles Renouvier** (1815-1903) est

³ P.Barral, *Les Fondateurs de la Troisième République*, coll. U, 1968, 359 p. Lire aussi Claude Nicolet (1930-2010), *L'Idée républicaine en France. Essai d'histoire critique*, NRF, Gallimard, 1982, 512 p., réédition, 1994, 528 p., et *La République en France. État des lieux*, Seuil, 1992, 218 p. ; Cl.Nicolet et M.Vovelle, *La République, l'Europe et l'universel*, Colloque de Belfort, IREP, 1993, 261 p. ; R.Huard, *La naissance du parti politique en France*, Presses de Sciences Po, 1996, 383 p.

⁴ Cf. P.Nord, *Le moment républicain. Combats pour la démocratie dans la France du XIX^e siècle*, trad. fr., A.Colin, 2013, 334 p., chapitre premier.

⁵ Cf. J.-Cl.Wartelle, *L'héritage d'Auguste Comte. Histoire de l'« église positiviste » (1849-1946)*, L'Harmattan, 2002, 394 p.

⁶ M.Gueissaz, « Jules Barni, l'homme qui a introduit Kant dans la morale laïque », dans S.Baumont & A.Dorna dir., *Les grandes figures du radicalisme. Les radicaux dans le siècle (1901-2001)*, Privat, coll. « Bibliothèque historique Privat », 2001, 286 p., pp. 35-41.

dominante dans la culture philosophique du dernier tiers du siècle. Elle dérouta le comtisme de sa voie conservatrice, sélective et élitiste première, le ralliant à une République, « qui seule assure l'ordre et la liberté » (Gambetta). Dominent **laïcité, patrie, démocratie parlementaire, école publique et instruction civique, suffrage universel** : « une culture abstraite, fondée sur la lecture des grands auteurs et donnant la valeur suprême à l'éclat du verbe » (Pierre Barral). La démocratie est un synonyme de République et la République synthétise toutes les valeurs. Comme Gambetta le dit le 20 octobre 1878, lors de son discours du Château d'eau, « La République, c'est la forme qui emporte le fond et résout les problèmes qu'elle cache dans ses flancs. » ⁷

□ Une République conservatrice et égalitaire

Elle montre l'image d'une **Marianne sage et fraternelle**, d'une **République conservatrice et égalitaire**, riche d'un idéal d'entente sociale et appuyée sur les Droits de l'Homme, cf. **les types Sage et Mouchon**. Percevant très bien les transformations sociales de la France du XIX^e siècle, Gambetta prophétisa « la venue et la présence, dans la politique, d'une couche sociale nouvelle », formée, non du prolétariat, mais de la petite et de la moyenne bourgeoisie. Gambetta n'entendait nullement un bouleversement social, mais tout le contraire. **L'assise sociale de la victoire républicaine de 1879** va d'ailleurs de la grande bourgeoisie acceptant pragmatiquement la République (à la condition qu'elle soit modérée) — représentée par Henri Germain (1824-1905) ⁸, fils et gendre de fabricant de soieries, fondateur du Crédit lyonnais et député du Centre gauche, par Jules Siegfried (1837-1922), gros négociant du coton au Havre, dont il est le député-maire — aux paysans, en passant par les couches nouvelles. Les républicains portent une **attention soutenue à la paysannerie**, cf. **les deux vues de moissons**. Gambetta a admirablement compris quel appui l'Empire avait trouvé dans les masses rurales — adhésion massive des campagnes et « campagnocratie » du régime — et quel enjeu décisif elles représentent. Les ruraux ne sont pas responsables de leur retard intellectuel, aux graves conséquences ; il faut les « élever, émanciper au moral », bâtir la République sur « ces 24 millions d'agriculteurs et de paysans, la réserve de la nation, le lest même du vaisseau qui porte la fortune nationale » (discours de Cahors, 29 mai 1881). Les républicains valorisent **l'appui des paysans à la République**, comme en témoigne la formule de

⁷ Cité dans P.Barral, *Les Fondateurs de la Troisième République*, coll. U, 1968, 359 p., pp. 166-167.

⁸ Cf. notice par S.Chassagne, dans J.-C.Daumas dir., *Dictionnaire historique des patrons français*, Flammarion, 2010, 1 614 p., pp. 322-324, et Jean Bouvier, *Le Crédit lyonnais. Les années de formation d'une banque de dépôts, 1863-1882*, thèse, Imprimerie nationale et SEVPEN, 1961, 2 vol., et J.Bouvier, *Naissance d'une banque. Le Crédit lyonnais*, Flammarion, 1968, 383 p.

Jules Ferry en 1884 : « La République sera la République des paysans ou elle ne sera pas ». Même les socialistes emploient le mot à la fin du XIX^e siècle !

Les républicains veulent une véritable **harmonie sociale**, que le développement de l'éducation doit perpétuer, de même que « le suffrage universel appelle l'instruction universelle », selon la maxime chère à Jean Macé (1815-1894), comme à Jules Barni (1818-1878), et rappelée par l'historien Raymond Huard **9**. **Les problèmes de justice sociale sont soumis à l'exercice de la démocratie politique par le suffrage universel masculin**, qui garantit la participation de la « société civile » (l'expression est de Rousseau) et l'ordre social : l'État est « instituteur du social » (Pierre Rosanvallon).

□ Un « modèle républicain »

Les républicains mettent en place un véritable « modèle républicain » (Odile Rudelle **10**). Dans *La République absolue* et dans l'ouvrage collectif *Le modèle républicain*, Odile Rudelle a défini « une sorte d'écosystème social dont tous les éléments sont en étroite symbiose les uns avec les autres : représentations mentales, fondements philosophiques, références historiques, valeurs, dispositions institutionnelles, organisation et structures sociales, pratique politique, etc. ». **Le nouveau régime porte une grande attention au citoyen et à la citoyenneté, aux droits civils et aux droits politiques, à l'opinion publique** (avec d'ailleurs un essai de définition) : c'est un « gouvernement d'opinion ». Mais le **suffrage universel** est considéré souvent comme la panacée, avec le correctif de l'« école de la République » à laquelle est donnée la mission, essentielle, de former de futurs citoyens. Cf. **le symbole de la Semeuse**. On a ainsi constitution progressive d'une **culture politique** **11**, avec primat de l'individu et de ses droits naturels. Le « corpus d'idées » des républicains définit une démocratie de petits propriétaires, esquissée, croit-on alors, dans le monde rural, avec le mythe de la vente des Biens nationaux, qui aurait surtout profité aux paysans. La réflexion est attentive au monde de l'industrie et du commerce, cf. les « couches nouvelles » de Gambetta. Une **société de classes moyennes**, de petites et moyennes entreprises, est envisagée, élément

9 R.Huard, *Le Suffrage universel en France (1848-1946)*, Aubier, 1991, 493 p. ; R.Huard, *La naissance du parti politique en France*, Presses de Sciences Po, 1996, 383 p. Lire aussi A.Garrigou, *Le vote et la vertu. Comment les Français sont devenus électeurs*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1992, 288 p., réédité en *Histoire sociale du suffrage universel en France. 1848-2000*, Seuil, coll. « Points », 2002, 368 p.

10 Dans S.Berstein & O.Rudelle dir., *Le modèle républicain*, PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui », 1992, 432 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, décembre 1992, pp. 495-496 ; O.Rudelle, *La République absolue. Aux origines de l'instabilité constitutionnelle de la France républicaine. 1870-1889*, Publications de la Sorbonne, 1982, 327 p., réédition, 1986.

11 Sur les cultures politiques : S.Berstein dir., *Les cultures politiques en France*, Seuil, coll. « L'univers historique », 1999, 416 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, octobre-décembre 2000, pp. 143-144, réédition, Seuil, coll. « Points », 1999, 442 p.

capital qui va assurer la solidité du régime jusqu'à la Première Guerre mondiale. L'atelier et la boutique sont aussi deux filières de mobilité sociale, car les républicains apportent une promesse de **progrès social graduel**, sous l'influence des philosophes du XVIII^e siècle, de l'idée de Progrès, de Comte (mort en 1857), de Proudhon, etc., mais aussi sous le **choc de la Grande Dépression économique** (1873-1896). On insiste sur la question syndicale (*cf.* la loi de 1884, le syndicat étant vu comme une école de pacification sociale), sur l'ascension sociale, la prévoyance sociale, sur le concept de « contrat social ». L'État ne doit pas intervenir, avec le correctif de l'idée d' « assurance sociale », qui aboutira à la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, *cf.* *Les Terrassiers de Maximilien Luce*.

Le « modèle » lie politique et société dans de grands discours, comme ceux de Gambetta et de Ferry. Il établit les lois scolaires, les grandes libertés des années 1880, vues comme des lois sociales, il critique la violence et les utopies, telles celles de 1848. Mais dès les années 1840, en matière sociale au moins, les républicains modérés avaient été débordés sur leur gauche par **les radicaux**. À la fin du siècle naîtra une politique sociale « radicale » : Léon Bourgeois (1851-1925) et son « solidarisme » **12**, Charles Gide (1847-1932) et sa coopération **13**, Alfred Fouillée (1838-1912) et sa synthèse entre libéralisme et marxisme. Cela aboutira au programme de Nancy du parti radical (1907) : solidarisme, propriété individuelle, intervention de l'État par des œuvres sociales, la voie fiscale, l'école et la loi.

Les républicains tirent de l'influence de **Condorcet** surtout l'idée de promotion républicaine, par la mobilité sociale. La raison a fait voir à Condorcet le danger de la toute-puissance de la souveraineté de la nation. En outre, et les républicains de la Troisième y sont sensibles, Nicolas de Condorcet (1743-1794), mathématicien, traitait beaucoup de la question de la majorité. Ayant rédigé un projet constitutionnel en 1793, il pensait indispensable que les citoyens ratifient la charte fondamentale de la République. Effrayé par le refus de l'égalitarisme chez Condorcet, le « modèle » des années 1870-1880 est beaucoup plus sensible à l'idée, reprise par Tocqueville, que la citoyenneté progresse avec l'instruction, à celle que, combinée avec le progrès de l'instruction, la généralisation du crédit devrait aussi être un puissant facteur d'égalisation, et enfin à l'idée d'une solidarité sociale marchant au pas des progrès scientifiques et techniques.

12 Biographie : M.Sorlot, *Léon Bourgeois, 1851-1925. Un moraliste en politique*, Bruno Leprince, 2005, 358 p. et A.Niess et M.Vaïsse dir., *Léon Bourgeois. Du solidarisme à la Société des Nations*, Langres, Dominique Guéniot, 2006, 151 p.

13 Notice par Jean Baubérot, dans J.-M.Mayeur & Y.-M.Hilaire dir., *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine*, tome 5, *Les protestants*, dirigé par A.Encrevé, Beauchesne, 1993, 534 p., pp. 219-220 ; Colloque (1993) *Charles Gide et l'École de Nîmes. Une ouverture du passé vers l'avenir*, Société d'histoire du protestantisme de Nîmes et du Gard, 1995, 252 p.

Le rôle de Charles Renouvier (1815-1903) a été souligné par Maurice Agulhon dans sa présentation de la réédition du *Manuel républicain de l'homme et du citoyen* de Renouvier, philosophe non universitaire proche de Kant ¹⁴. La pensée de Kant avait été révélée au public français par son premier traducteur et commentateur, Jules Barni (1818-1878), libre penseur, républicain, pacifiste, fondateur d'une morale laïque, auteur d'un autre *Manuel républicain de l'homme et du citoyen*, et dont son ami Ferdinand Buisson (1841-1932) continuera l'œuvre morale ¹⁵. Le système philosophique de Renouvier est connu sous le nom de néo-criticisme. Son *Manuel* avait été publié en 1848 et sa lecture nuance fortement le mépris des républicains de la Troisième pour les « vieilles barbes de 48 », comme ils disent : ils voient en l'auteur un « pédagogue officiel de la démocratie » et dans le *Manuel* un grand classique de la gauche, d'autant plus que Renouvier avait publié en 1851 une *Organisation communale et centrale de la République*, qui traçait les plans d'une nouvelle démocratie. Six ans plus tard il publia d'ailleurs un livre sur la naissance de la civilisation européenne pour le titre duquel il forgea le mot « uchronie », sur le modèle de l'« utopie » de Thomas More (1516) ¹⁶.

Pendant des années de cette fin du siècle opportunistes et radicaux vont s'opposer : par quoi sont-ils divisés ? sont-ils si divisés que cela ? Vainqueurs en 1879, les républicains se divisent effectivement ; s'installent au pouvoir pour deux décennies non pas les républicains avancés, que l'on appelle les radicaux, mais au contraire les modérés, ceux que l'on nomme les **opportunistes**, et qui d'ailleurs n'ont pas rougi du terme, formulé sans doute pour la première fois par Henri de Rochefort, accepté par Gambetta, Ferry préférant parler de « républicains de gouvernement ». **Émile Littré** lui-même, parlementaire républicain jusqu'à sa mort en 1881, contribue à cette qualification en employant l'expression de « politique d'opportunité ». Leur œuvre va être considérable dans les années 1880.

¹⁴ Ch. Renouvier, *Le Manuel républicain de l'homme et du citoyen*, présenté par M. Agulhon, Garnier, 1981. Présentation reprise dans M. Agulhon, *Histoire vagabonde*, Gallimard, 1988, 2 vol. (recueil d'articles et contributions), tome II, pp. 49-67 ; mais aussi M.-Cl. Blais, *Au principe de la République. Le cas Renouvier*, Gallimard, 2001, 436 p., résumé dans une notice du « Que sais-je ? » collectif *Les 100 mots de la République*, 2017, pp. 101-102 ; F. Turlot, *Le personnalisme critique de Charles Renouvier. Une philosophie française*, Presses universitaires de Strasbourg, 2003, et P. Cabanel, *Le Dieu de la République. Aux sources protestantes de la laïcité (1860-1900)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003, 282 p., surtout chapitre 3, et notice dans J.-P. Chantin, *Des « sectes » dans la France contemporaine. 1905-2000. Contestations ou innovations religieuses ?*, Privat, 2004, 157 p., pp. 202-203.

¹⁵ M. Gueissaz, « Jules Barni, l'homme qui a introduit Kant dans la morale laïque », dans S. Baumont & A. Dorna dir., *Les grandes figures du radicalisme. Les radicaux dans le siècle (1901-2001)*, Privat, coll. « Bibliothèque historique Privat », 2001, 286 p., pp. 35-41. Sur son pacifisme : N.-J. Chaline, *Empêcher la guerre. Le pacifisme du début du XIXe siècle à la veille de la Seconde Guerre mondiale*, Encrage, 2015, 248 p., *passim*.

¹⁶ Une réédition en 1876, bien sûr, car Charles Renouvier imagine que le christianisme a été refoulé dès l'origine, comme nombre de religions orientales. D'autres rééditions, la dernière en 2013. Je dois cette référence à Jean-Noël Jeanneney, *La République a besoin d'histoire. Interventions. 2010-2019*, CNRS, tome III, 2019, 392 p., pp. 75-76.

L'idée centrale des opportunistes est de rassurer pour consolider le régime. Il faut en conséquence rejeter les transformations globales, idée tactique, mais ces hommes sont profondément sincères. **Ce n'est qu'avec les « progressistes », successeurs à la fin du siècle des opportunistes, que la modération tactique se mue en conservatisme social.**

Dès la campagne électorale de 1881, l'opposition est nette, voire violente, avec les idées radicales. Les **opportunistes**, qui avec 375 députés l'emportent largement sur la droite (90 sièges) et les radicaux (50 sièges), sont des modérés, qui s'accommodent de la Constitution de 1875, modestement révisée. En matière **d'anticléricisme**, il faut empêcher l'Église de jouer un grand rôle dans l'État : ils rejoignent donc la vieille tradition du gallicanisme, souhaitent le maintien du Concordat ; ils sont anticléricaux, mais non antireligieux. Ils ne pensent **pas opportun de réaliser les mesures économiques prévues par le programme de Belleville**, se contentent d'une épuration limitée de l'administration, appréhendant dans le cas contraire la désorganisation des services publics. Les opportunistes préfèrent agir, d'une manière générale, en fonction du moment et des possibilités : **il faut suivre l'opinion** et non la devancer. Ils se rapprocheraient de la droite modérée et orléaniste, s'il n'y avait la question religieuse et celle du régime.

□ La synthèse républicaine est « démocrate-libérale »

Deux chapitres de *L'Invention de la démocratie* **17** et un livre nous renseignent bien sur la « synthèse démocrate-libérale » (Serge Berstein **18**), sur les « caractères de la vie politique » (Nicolas Roussellier) et sur les « ministres de la République » (Jean Estèbe **19**). Il y a eu à la fin du XIX^e siècle création d'un **véritable espace national** par le progrès des transports, l'alphabétisation croissante de la population, dès avant les lois Jules Ferry, et par la diffusion de la presse, désormais à bon marché et offrant de nombreux titres, tout particulièrement en province. La Troisième République voit le développement du **civisme républicain**, basé sur le suffrage universel masculin, l'irruption dans le jeu politique de groupes sociaux et de secteurs géographiques qui n'y participaient que formellement jusque-là. Le grand moyen a été le **suffrage universel, vraiment pratiqué mais exclusivement masculin** ; les groupes sociaux qui ont joué, ce sont les (petits) ruraux, les ouvriers, les classes moyennes, autour desquelles gravite la nouvelle société politique, dotée

17 S.Berstein & M.Winock dir., *L'Invention de la démocratie. 1789-1914*, tome 3 de l'*Histoire de la France politique*, dir. par S.Berstein, P.Contamine & M.Winock, Seuil, coll. « L'Univers historique », 2002, 512 p.

18 Titre de son chapitre 9 de l'ouvrage collectif *L'Invention de la démocratie. 1789-1914*, tome 3 de l'*Histoire de la France politique*, dir. par S.Berstein, P.Contamine & M.Winock, Seuil, coll. « L'Univers historique », 2002, 512 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2003, p. 482.

19 J.Estèbe, *Les ministres de la République (1871-1914)*, FNSP, 1982, 250 p.

d'une culture politique typique des « couches nouvelles ». Les pratiques du vote dans chaque commune sont devenues des formes familières, les ruraux en ont fait la conquête, comme celle des lieux de vote (mairie et écoles). Cette logique débouche sur le **secret du vote**, qui est acquis par la loi de 1913 et joue pour la première fois aux législatives de 1914. Et, bien sûr, la fête républicaine ancre le message républicain.

□ Les conséquences de la division entre opportunistes et radicaux

Les républicains se divisent donc en opportunistes et radicaux. La division des républicains dans les années 1880 sépare les « opportunistes » des « radicaux » au sens strict du terme, c'est-à-dire des **intransigeants** (Léon Bourgeois, Henri Brisson, Clemenceau, Naquet, Pelletan, Rochefort, etc.), tandis que Gambetta vire à l'opportunisme. Le radicalisme était devenu une doctrine politique précise sous la monarchie de Juillet, Ledru-Rollin en étant le premier théoricien (thèse de Serge Berstein **20**). Il visait à une **transformation de la société**, « l'amélioration sociale », par la voie de réformes rendues possibles par le suffrage universel masculin. Les radicaux sont attachés à la propriété privée, mais il faut l'étendre et la protéger de l'emprise du Capital, pour ne pas abandonner en ses mains les grandes richesses nationales, mines, canaux et chemins de fer **21**. Ils désirent la **protection des faibles et des petits**, par des écoles gratuites, des hôpitaux pour les ouvriers, etc. L'idéal social à atteindre est pour eux l'extension à tous les citoyens de la propriété, grâce, en particulier, à la constitution de coopératives de producteurs. L'instrument de la transformation doit être **l'État**, expression de la nation par le suffrage universel. Le radicalisme était devenu très flou et évanescent sous le Second Empire, jusqu'au **programme de Belleville**, développé pour la candidature de Gambetta à Paris en 1869. Sa partie sociale est assez en retrait par rapport au programme de Ledru-Rollin et aux *démoc-soc* de 1849-1850 : modification des impôts, basée sur les « quatre vieilles » (patente, contribution foncière, personnelle mobilière, portes et fenêtres), impôts directs qui pesaient nettement moins lourd que les impôts indirects, suppression des gros traitements, abolition des monopoles, au fond une solution du problème social par la justice et l'égalité. Globalement, **le social est soumis au politique** et Gambetta déclare : « La série progressive de ces réformes sociales dépend absolument du

20 S.Berstein, *Histoire du Parti radical*, thèse, FNSP, 2 vol., 1980 et 1982, 487 et 667 p. ; P.Lévêque, *Histoire des forces politiques en France*, Armand Colin, coll. U, tome I, 1789-1880, 1992, 370 p., et tome II, 1880-1940, 1994, 311 p., chapitres I et III.

21 Sur l'histoire des chemins de fer, l'ouvrage monumental de François Caron (1931-2014), *Histoire des chemins de fer en France*, tome I, 1740-1883, Fayard, 1997, 700 p., tome II, 1883-1937, Fayard, 2005, 1 029 p.

régime et de la forme politique, et c'est pour moi un axiome en ces matières, que la forme emporte et résout le fond. » **22**

Le radicalisme de la fin des années 1870, force d'opposition aux républicains de gouvernement, accepte le « patrimoine de la Révolution française » en un « bloc dont on ne peut rien distraire » (formule de Clemenceau, le 29 janvier 1891, lors du débat sur la pièce *Thermidor* de Victorien Sardou **23**), 1793 compris, et revendique alors la nationalisation des mines et des chemins de fer, l'impôt sur le revenu, la démocratisation de l'enseignement secondaire. Il est pourvu de groupes parlementaires, de nombreux « comités » gravitent autour des loges maçonniques. C'est cette nébuleuse qui se fondra en 1901 en un parti radical **24**.

Les radicaux veulent mettre en application des principes, et tout de suite : ils sont **des ultras un peu à leur manière**, comme Rochefort, qui fonde *L'Intransigeant*, au titre explicite. Pour eux, la Constitution de 1875 n'est pas vraiment républicaine et il faut l'abroger, en particulier en **supprimant la Chambre haute** — « Sus au Sénat ! » est leur cri de ralliement —, avant que le Sénat ne devienne leur fief. Un véritable État républicain doit être **séparé de l'Église**, à l'influence de laquelle ils veulent soustraire les âmes ; en outre, ils pensent que la séparation devrait logiquement amener la chute de l'Église. Dans le domaine économique, ils reprennent le programme de Belleville, pensent en termes de grands services nationaux, d'impôt sur le revenu à caractère progressif. Ils sont **hostiles à la colonisation** : Clemenceau s'exprime beaucoup à ce sujet, il est même l'introduit en France du mot impérialisme ; c'est s'opposer farouchement à la politique coloniale de Ferry. Les radicaux sont, bien sûr, pour une épuration complète et immédiate, pour la suppression des armées permanentes, la facilité du divorce, etc. Ils sont hostiles aux gouvernements qui se succèdent au cours de la décennie ; certains gardent leur sympathie à Gambetta, mais ils sont unanimes **contre Ferry**.

22 Lire la mise au point de J.-Ch. Asselain, « L'impôt », dans J.-P. Rioux & J.-F. Sirinelli dir., *La France d'un siècle à l'autre. 1914-2000. Dictionnaire critique*, Hachette, 1999, 982 p., pp. 724-733, et N. Delalande & A. Spire, *Histoire sociale de l'impôt*, La Découverte, 2010, 125 p.

23 Cf. J. Garrigues prés., *Les grands discours parlementaires de la Troisième République*, Armand Colin, 2004, tome I, 217 p., pp. 113-117. Lire aussi sa contribution « De Gambetta à Boulanger : les radicaux face à la République opportunistes », chapitre 2 de S. Berstein & M. Ruby dir., *Un siècle de radicalisme*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2004, 287 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, avril 2005, pp. 421-422. Capital est le chapitre IX de la thèse de Jean El Gammal, *Politique et poids du passé dans la France « fin de siècle »*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 1999, 789 p. Voir aussi G. Leroy & J. Bertrand-Sabiani, *La vie littéraire à la Belle Époque*, PUF, 1998, 383 p., p. 91 et P. Ory, *Une Nation pour mémoire. 1889, 1939, 1989. Trois jubilés révolutionnaires*, FNSP, 1992, 282 p., p. 37. Victorien Sardou : 1831-1908.

24 Cf. Gérard Baal, « La fondation du parti radical », chapitre 3 de S. Berstein & M. Ruby dir., *Un siècle de radicalisme*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2004, 287 p. et « La gauche du radicalisme à la veille de 1914 », dans A. Prost dir., *Jean Zay et la gauche du radicalisme*, Presses de Sciences Po, 2003, 264 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, janvier 2004, pp. 561-562, pp. 17-40.

Le **libéralisme de Jules Ferry** a été étudié par de nombreux auteurs, Pierre Barral, Serge Berstein, Odile Rudelle, plus récemment Jérôme Grondeux **25**. Il n'est pas un système, Ferry baignant, comme beaucoup de « fondateurs de la République », dans un climat intellectuel où idées, citations et références s'entremêlent. Comme tous les libéraux de son temps et les républicains modérés, il développe l'idée de contre-pouvoir (jouent les spectres du Second Empire et des royalistes), dans le but de sauvegarder les individus et la société civile. Ferry a lu **tous les grands écrivains libéraux**, dont John Stuart Mill et Tocqueville, il a étudié Auguste Comte et le positivisme, dont il s'est explicitement réclamé, par exemple lors de son initiation maçonnique. Il prend à Condorcet le désir d'éducation et l'hostilité à la religion. Il a une certaine vision de la Révolution française, qui la situe dans la continuité de l'Ancien Régime, et une vue de la République, qui doit être débarrassée de la Terreur et de Robespierre : Ferry est un « girondin », qui insiste sur la liberté de conscience de l'individu. Prenant ses distances avec les « vieilles barbes » de 1848, Ferry est un **libéral modéré**, favorable sous le Second Empire à l'alliance avec les orléanistes dans le cadre de l'Union libérale. Sous la IIIe République, Ferry reste favorable à l'« union étroite des forces républicaines », il pense que libéralisme et démocratie peuvent se conjuguer et partage avec Gambetta l'idée d'émergence des couches nouvelles. Il tente de combiner libéralisme et volonté d'affirmation de l'État, dans un sens gallican. Sa volonté de défendre les droits de l'État le pousse, quand il se présente à la présidence de la République en 1885, à critiquer la « constitution Grévy », et c'est Grévy qui est réélu...

Le libéralisme économique de Ferry est moins explicite (à cause de la Grande Dépression), toutefois il pense que la « liberté du travail » doit être corrigée par une action volontariste de l'État, que les lois du marché doivent être amendées par l'association, reprenant une idée de Stuart Mill. Trait bien connu, la **colonisation est justifiée**, de manière mercantiliste, par le libéralisme économique. Favorable à l'industrialisation de masse, Jules Ferry pense que la mission de l'État n'est pas de diriger mais de veiller à ce que la répartition des richesses se fasse de façon harmonieuse. Cf. « Mais si l'industrie concentrée est un fait qui s'impose, je n'entends point qu'on se livre à ce nouveau maître avec insouciance, qu'on lui prête des vertus qu'il ne peut avoir. La société a sur les puissances qu'elle abrite dans son sein des droits inaliénables. »

25 Pour ce dernier : « Le libéralisme de Jules Ferry », dans *Historiens & Géographes* avril-mai 1999, pp. 389-396. Pour les autres auteurs, les références apparaissent ici et là dans cet ouvrage.

**LES NUANCES APPORTEES PAR L'HISTORIOGRAPHIE RECENTE A LA DISTINCTION CLASSIQUE ENTRE
OPPORTUNISTES ET RADICAUX**

Un parti républicain de fait se reconstitue durant les crises. Les élections de 1885, qui ont lieu au scrutin de liste, fondent la tradition de la « discipline républicaine » **26** — l'accord se faisant en ne maintenant au second tour que la liste républicaine arrivée en tête au premier — face au danger de la remontée de la droite, qui a doublé ses sièges et retrouvé les chiffres de 1877, prouvant la permanence du grand clivage. On pourrait souligner la prégnance de tout ce qui rassemble opportunistes et radicaux : impopularité viscérale du Second Empire et du bonapartisme, hostilité à la droite monarchiste, à ses visées, à l'Église, mais également aux tentatives révolutionnaires de la fin du siècle ; au contraire, attachement fondamental à la Révolution française, à la liberté, à la démocratie parlementaire, à la laïcité, à l'école, à la patrie, aux droits naturels et imprescriptibles de l'individu. À propos de la Révolution, l'idée du « bloc » n'est pas totalement l'apanage des radicaux et tous ne partagent pas l'opinion de Clemenceau.

Grâce à l'historiographie récente, on peut ajouter l'absence totale de toute différence philosophique fondamentale entre opportunistes et radicaux, au contraire l'existence d'un véritable modèle, cette « sorte d'écosystème social dont tous les éléments sont en étroite symbiose les uns avec les autres » (Serge Berstein et Odile Rudelle). L'inexistence de partis organisés fait qu'on ne sait pas très bien qui est opportuniste et qui est radical (Jules Simon a longtemps été considéré comme un radical, Jules Ferry a été qualifié de radical...). Certains radicaux adhèrent en même temps au groupe de l'« extrême gauche » et à celui de l'Union républicaine ! Opportunistes et radicaux croient à la promesse d'un progrès social, ils sont des fidèles de l'idée de progrès chère à Condorcet, leurs sources d'inspiration philosophique sont d'ailleurs identiques, ils ont avec la franc-maçonnerie le même vivier **27**. Les républicains d'alors ne s'y trompent pas, qui parlent pour eux-mêmes de « la *démocratie* de la Nièvre » ou de « la *démocratie* auxerroise » : il y a bien un « camp républicain », une « culture » ou une « sensibilité républicaine », comme dit l'historien d'aujourd'hui. Il y a aussi une exclusion de la droite du pouvoir, malgré un faible écart, d'environ un demi-million de voix au sein de l'électorat ; le système politique établi par la victoire des républicains entre 1876 et 1879 empêche une véritable alternance. C'est ce qu'Odile Rudelle a appelé la « République absolue » (voir plus haut).

26 Cf. Gilles Candar, « La République est en danger », dans *Une contre-histoire de la III^e République*, La Découverte, 2013, 401 p., pp. 53-67.

27 Voir par exemple André Combes, « Radicalisme et franc-maçonnerie », chapitre 4 de S.Berstein & M.Ruby dir., *Un siècle de radicalisme*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2004, 287 p.

□ Les valeurs républicaines à l'épreuve de l'affaire Dreyfus

La République a donc établi des valeurs morales et une conception de la société. Les valeurs familiales sont claires : le **travail** (mythifié dans le patronat, cf. le dimanche du patron), l'épargne, le devoir, etc. L'école ? Le devoir, les devoirs, envers les parents, les maîtres d'école, les patrons, Dieu (au programme de **l'école primaire** jusqu'en 1923) ! Travail, épargne, propriété, individualisme, progrès, patrie, sont les grandes valeurs, auxquelles s'ajoutent pour les fillettes des leçons d'économie domestique. Un humanisme républicain est nourri de grands sentiments et de préceptes moraux, dont certains remontent loin dans le temps, avec des adages et un langage moral formulaire : citations, écriture de la **leçon de morale** au tableau.

« La valeur n'attend pas le nombre des années »

« Il faut manger pour vivre et non pas vivre pour manger »

« Qui vole un œuf vole un bœuf »

et pour les lycéens, comme pour les lecteurs des pages roses du Larousse, du latin, comme *Errare humanum est, perseverare diabolicum*

De plus, toute une génération d'hommes politiques a été marquée par **l'affaire Dreyfus** et y a trouvé les valeurs définitives du régime. L'affaire Dreyfus est la plus globale des crises que la République ait eu à surmonter dans le dernier quart du XIX^e siècle, puisqu'elle fut à la fois celle d'un antisémitisme, des relations entre armée et État républicain, des valeurs républicaines, du parti républicain lui-même, avec la division en deux des progressistes. En 1896, « républicain » est encore et à nouveau un adjectif non galvaudé, aux vertus opératoires, qui trouve avec l'affaire Dreyfus **une nouvelle signification** :

« À la différence du terme de République aux États-Unis, celui de République en France évoque bien davantage qu'un système juridique ; il recouvre un ensemble complexe de valeurs et il constitue pour longtemps encore un enjeu d'interprétations opposées et de passions rivales. » (Maurice Agulhon)

Triomphe d'ailleurs en France une véritable **représentation de la République**, aux aspects iconographiques variés (voir mon autre conférence, sur les timbres).

Mais **grand est le danger de la généralisation : les ouvriers, les catholiques sont toujours en marge**. La III^e République existe-t-elle donc vraiment pour toute la France ? De toute manière, la Belle Époque (II^e partie) et l'entre-deux-guerres (III^e partie) contribueront aussi à la définir. Cf. les **deux vues d'ateliers**.

Au fond et comme nous l'avons vu, le « moment Dreyfus » a provoqué « l'approfondissement d'une culture politique républicaine » **28**.

□ Le combisme : un anticléricalisme militant

Le combisme est fondamentalement un **anticléricalisme de combat**, peu compréhensible sans une analyse de ses motivations, de la situation, et sans une présentation de l'arrière-plan national, en particulier de l'état de l'opinion publique.

Le ministère Combes, qui va comme celui de Waldeck-Rousseau **gouverner le pays pendant à nouveau près de trois ans** et s'illustrer dans la lutte contre l'Église, est dirigé par un ancien séminariste devenu médecin, puis parlementaire ayant gagné ses sièges en luttant contre l'emprise bonapartiste sur la Charente-inférieure **29**, enfin ministre de l'Instruction publique et président du groupe sénatorial de la Gauche démocratique. Dans la logique du résultat des législatives de 1902, **Émile Combes** fit entrer **six radicaux dans un ministère de onze membres**, constitué le 15 juin.

Il n'y a **pas de socialistes au gouvernement**, la participation leur apparaissant encore plus inadmissible qu'aux temps des nécessités de la défense républicaine et leur appoint n'étant pas nécessaire, eu égard aux résultats des élections de 1902. La Chambre est d'ailleurs présidée par un radical, Léon Bourgeois. Mais **les socialistes — même les guesdistes et les disciples de Vaillant — vont soutenir sans défaillance le ministère de leurs votes au Parlement**. Une « délégation des gauches », formée de délégués élus par chacun des groupes parlementaires de la majorité gouvernementale, en proportion de leur importance numérique, va même à la Chambre intégrer les Jaurésiens du Parti socialiste français, aux côtés des radicaux et de l'Union démocratique (républicains modérés faisant partie du Bloc). Jean Jaurès y joue un rôle considérable.

L'Église catholique s'était rangée avec résolution et sans discrétion dans le camp des espoirs monarchistes des débuts de la Troisième République, et l'on commettrait une lourde erreur en omettant de se souvenir de la **chape de plomb de cléricalisme** que la France avait connue lors de plusieurs périodes antérieures : il va s'agir à la Belle Époque bel et bien d'*anti-cléricalisme*. La Commune avait été violemment anticléricale, mais la victoire de la République

28 Titre de Michel Winock pour son chapitre 10 de l'ouvrage collectif *L'Invention de la démocratie. 1789-1914*, tome 3 de *l'Histoire de la France politique*, dir. par S.Berstein, P.Contamine & M.Winock, Seuil, coll. « L'Univers historique », 2002, 512 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2003, p. 482. Sur les cultures politiques : S.Berstein dir., *Les cultures politiques en France*, Seuil, coll. « L'univers historique », 1999, 416 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, octobre-décembre 2000, pp. 143-144, réédition, Seuil, coll. « Points », 1999, 442 p.

29 Devenue Charente-maritime en 1941.

opportuniste avait fondé en domaine une tradition modérée, qu'on avait vu se concrétiser notamment au moment de l'application des lois scolaires. L'École était un moyen de régénération et de progrès, mais surtout un enjeu. **Vouloir ôter au clergé son influence dans la société** et son autorité politique avait été un ciment pour le « parti républicain », sublimant largement, mais pas entièrement, les divergences de vues entre opportunistes au pouvoir et radicaux hors de celui-ci. L'enseignement n'était pas seul concerné : les aumôneries militaires sont limitées et réglementées et non pas supprimées (loi du 8 juillet 1880) **30**, les cimetières et les hôpitaux ont été laïcisés (1881), les prières publiques supprimées (1884) ; le divorce a été rétabli (1884) et les séminaristes doivent faire un service militaire depuis 1889 : « les curés, sac au dos ! » **31**.

La création la plus révolutionnaire dans le domaine de l'enseignement secondaire avait été celle des **lycées de jeunes filles** où est dispensé un enseignement laïc destiné à donner des compagnes républicaines et instruites aux républicains, mais la loi Camille Sée du 21 décembre 1880 prévoyait prudemment l'externat et des professeurs de sexe féminin, formés par la nouvelle École normale supérieure de Sèvres. Quant au primaire, la disparition du personnel congréganiste en place ne se fit que lentement, et nombre d'études locales prouvent qu'à l'époque de Combes il en subsistait des traces non négligeables dans les écoles de filles. Caricatures et journaux montrent d'ailleurs qu'avant l'époque du combisme, le ton et le contenu restaient pleins de mansuétude, en dehors des feuilles spécialisées qui « mangeaient du curé », et encore certaines naissent-elles seulement à la Belle Époque.

L'action du gouvernement Combes (1902-1905) 32 et l' « époque » du combisme vont confirmer le rôle, devenu primordial, de l'État, dans un sens fort anticlérical ; certes, le combisme n'est pas que cela, mais il est fondamentalement, aux yeux des contemporains comme dans la mémoire collective, un anticléricalisme de combat qui occupe le terrain scolaire, dans lequel il ne s'agit plus d'alphabétiser les petits Français, mais de parachever le contrôle de l'École par l'État républicain laïc. On est dans une phase d' « anticléricalisme d'État » (René Rémond 33).

30 Lire Xavier Boniface, *L'aumônerie militaire française (1914-1962)*, Cerf, 2001, 596 p., pp. 40 & suiv., et X.Boniface, *L'Armée, l'Église et la République (1879-1914)*, Nouveau Monde, 2012, 524 p., *passim*.

31 On trouvera bon nombre de textes de lois dans le livre de Daniel Moulinet, *Genèse de la laïcité. À travers les textes fondamentaux de 1801 à 1959*, Cerf, 2005, 289 p.

32 S.Baumont & A.Dorna dir., *Les grandes figures du radicalisme. Les radicaux dans le siècle (1901-2001)*, Privat, coll. « Bibliothèque historique Privat », 2001, 286 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, septembre-octobre 2001, p. 522, pp. 141-154.

33 R.Rémond, *L'anticléricalisme en France de 1815 à nos jours*, Fayard, 1976, 375 p., réédition, Complexe, 1985, 416 p., réédition, Fayard, 1999, 420 p.

Le gouvernement Combes montra qu'il ne voulait pas se tromper de terrain. **La loi du 7 juillet 1904, en interdisant aux congrégations d'enseigner 34, va creuser un fossé.** C'était là le point essentiel aux yeux des radicaux : Combes ne se bat pas davantage que ses devanciers sur le front des inégalités sociales et de sexe, et le niveau de l'enseignement ne sera pas équilibré entre filles et garçons. Les dispositions de la loi de 1886 garantissant à l'enseignement privé sa liberté de méthodes et de programmes ne seront pas touchées : ni Combes ni, après lui, la Séparation de l'État et des Églises n'abattront l'école privée.

Mais si le gouvernement Waldeck-Rousseau était apparu comme une stabilisation, de défense républicaine, le combisme est désormais **une offensive, que les catholiques vont sentir comme une persécution** et que les « laïcs » vont présenter comme une revanche du triomphalisme persécuteur du Second Empire et de l'Ordre moral à la Louis Veillot, ainsi que de l'offensive conservatrice et antisémite du temps du boulangisme, puis de l'affaire Dreyfus.

On a affaire à un « anticléricalisme d'État », axé sur l'enseignement. Dès l'été 1902, Combes prit l'offensive en **fermant des écoles non autorisées de congrégations qui, elles, avaient été autorisées** : une stratégie périphérique si l'on veut, en tout cas légaliste et juridique, qui caractérise bien le radicalisme provincial du médecin charentais,

« l'homme de cette France des bourgades et des villes moyennes, de cette France anticléricale, fille de 89, qui à Auxerre, à Castelnaudary, à Tréguier [où Combes préside le 13 septembre 1903 les cérémonies en l'honneur de Renan], à Laon [dont le député est Doumer], l'acclame au long de ses campagnes laïques », selon l'heureuse formule de Jean-Marie Mayeur.

Cette première étape ne fut pas un simple exercice puisque les fermetures concernèrent environ 3 000 établissements et que les expulsions, surtout de religieuses, de sœurs — le personnage de la « bonne sœur » était devenu très important et populaire au fil du XIX^e siècle **35** —, donnèrent lieu à de nombreux incidents, notamment en Bretagne. Combes répliqua par l'interdiction faite aux prêtres de prêcher et de catéchiser en breton, les contrevenants se faisant suspendre leur traitement, versé par l'État en vertu du Concordat. À l'automne, 74 évêques signèrent une pétition contre les fermetures d'écoles congréganistes : le gouvernement, approuvé par la Chambre, suspendit le traitement, non pas de tous les signataires — majoritaires au sein de l'épiscopat français ! —, mais des deux auteurs du texte de protestation.

34 P.Cabanel & J.-D.Durand dir., *Le grand exil des congrégations religieuses françaises. 1901-1914*, Colloque de Lyon, 2003, Cerf, 2005, 489 p.

35 Lire G.Cholvy, *Le XIX^e, grand siècle des religieuses françaises*, Artège, 2012, 133 p.

Puis, au printemps 1903, le gouvernement fit **rejeter par la Chambre, dont nous avons vu la composition, toutes les demandes d'autorisation déposées par des congrégations, à l'exception de cinq d'entre elles**, épargnées en raison de leur vocation contemplative, charitable ou missionnaire. Malgré les protestations de Waldeck-Rousseau au Sénat le 27 juin 1903, une « loi de contrôle » se trouvait ainsi transformée en « loi d'exclusion ». Enfin, la loi du 7 juillet 1904 interdit aux congrégations, même autorisées, d'enseigner sur le territoire métropolitain, le rapporteur (Ferdinand Buisson) établissant une incompatibilité entre « institution monastique » et « institution scolaire », et le législateur prévoyant un délai maximum de dix ans pour la fermeture des établissements scolaires concernés.

En conséquence, tous les ans un certain nombre d'établissements furent fermés, la vente des biens rapportant d'ailleurs peu à l'État mais beaucoup plus aux liquidateurs privés ! Cependant le rythme se ralentit assez vite, certains obtinrent par la suite des sursis et d'autres se laïcisèrent : on n'alla donc pas vers le monopole de l'enseignement entre les mains de l'État. Des religieux s'exilèrent, d'autres furent expulsés, d'autres enfin se sécularisèrent :

« une législation d'exception, comme celle-ci, est inévitablement tournée. [...] On chasse le jésuite, et l'on voit revenir un prêtre diocésain : comment prouver qu'il est toujours jésuite ? » (Antoine Prost).

Dans certaines régions, **les populations rurales tentèrent de s'opposer aux expulsions**, protégées par la troupe ; des officiers catholiques démissionnèrent avec plus ou moins de fracas. La mesure frappant toutes les congrégations, elle fit disparaître du paysage religieux et scolaire des associations fort anciennes, comme les Frères des Écoles chrétiennes **36**.

À chacune des étapes **la tension avec l'Église catholique était montée**, mais Combes avait compris, comme son prédécesseur Waldeck-Rousseau, qu'il n'était pas habile d'aller jusqu'à la Séparation, le Concordat permettant au gouvernement de contrôler le clergé français par l'intermédiaire de la nomination des évêques **37** — le Pape donnant l'« investiture canonique » —, du traitement et du paiement de l'entretien des bâtiments du culte. De surcroît, Combes, en bon gallican, se donnait pour but d'utiliser le Concordat pour augmenter l'autorité de l'État sur le clergé et diminuer l'influence de Rome sur celui-ci. L'habitude était de ne nommer d'évêques qu'à la suite d'une entente préalable avec le nonce, représentant du Pape en France : Combes désigna des personnages dont le

36 P.Cabanel & J.-D.Durand dir., *Le grand exil des congrégations religieuses françaises. 1901-1914*, Colloque de Lyon, 2003, Cerf, 2005, 489 p.

37 Cette question de la nomination est très précisément traitée dans le chapitre VI de la III^e partie de la thèse de Jacques-Olivier Boudon, *L'épiscopat français à l'époque concordataire, 1802-1905*, Les Éditions du Cerf, 1996, 589 p.

Souverain Pontife ne voudrait et ne voulait pas, et plusieurs postes d'évêques restèrent sans titulaire. La France radicale et le Pape rompirent leurs relations diplomatiques à la suite du voyage en 1904 du président Loubet à Rome, capitale depuis 1870 du royaume d'Italie, mais considérée par la Papauté comme son bien intangible. Il faut dire que la tension s'était aggravée après la mort en 1903 de Léon XIII, Pape depuis 1878, son successeur Pie X étant nettement moins souple.

Il ne faut pas être prisonnier des images et des idées reçues : **l'enseignement religieux ne disparut pas de la France, grâce au caractère graduel de la fermeture des écoles congréganistes.** Il ne perdit même qu'un tiers de ses élèves dans le primaire et le quart dans le secondaire. À partir de l'année 1911-1912, la législation issue du combisme ne fut plus appliquée qu'avec laxisme, la guerre de 1914 la fit suspendre — mais non supprimer — et après la victoire de 1918 l'enseignement congréganiste se développa à nouveau. Ce devenir pose le problème de l'opinion publique, déjà présente sous le visage des populations rurales évoquées plus haut.

Le combisme est alimenté par le « vivier commun » (Madeleine Rebérioux), « où puisent les forces politiques qui participent à la défense républicaine et bientôt au Bloc des gauches ». D'une part, la vie associative est devenue extrêmement active, d'autre part, il y a évidence du rôle joué *en République* par certaines associations : on note la participation à l'inauguration du *Triomphe de la République* de Dalou (1899) de 4 000 francs-maçons en tablier (voir plus haut). La **franc-maçonnerie** est la première d'une série de cinq types de sociétés de pensée qui sont réservoirs de membres, de sympathisants, et au moins d'électeurs pour les grands partis de gauche qui s'organisent pendant le combisme. Les loges, depuis longtemps rationalistes, sont maintenant le plus souvent de sympathie radicale explicite, parfois socialiste comme dans le Nord. Elles recrutent essentiellement dans une petite bourgeoisie de boutiquiers, artisans, employés municipaux, instituteurs, c'est-à-dire au sein de « couches nouvelles » nettement plus démocratiques que pour la précédente génération. Mais dans les départements où la présence de la franc-maçonnerie est récente ou faible, c'est plutôt une « classe moyenne » de professeurs — forme presque unique d'enracinement et de sociabilité pour ceux-ci — , de médecins, d'avocats, de notaires et de « négociants » qui est présente. Les pasteurs ne sont pas rares : c'est l'une des raisons et l'une des manifestations de la différence d'attitude entre protestants et catholiques au temps du combisme.

Née de l'affaire Dreyfus, la **Ligue des Droits de l'Homme** est à la fois plus ouverte à un recrutement large et moins radical dans la personnalité de ses présidents, Ludovic Trarieux (1840-1904), puis à partir de 1903 Francis de Pressensé

(1853-1914), député socialiste de Lyon **38**. La France protestante y est aussi fortement présente, un record étant atteint dans le Gard rural où des villages entiers ont adhéré, pasteur en tête. Au total, les membres représentent pendant le gouvernement Combes plusieurs dizaines de milliers de Français soucieux de la défense du citoyen face à toute injustice. Localement, on voit des responsables de bourses du travail jouer un rôle et même, ce qui n'est pas contradictoire, des anarchistes. Mais les fédérations départementales sont parfois des relais vers le radicalisme en voie de se constituer en parti : c'est le cas à Lyon, où la mairie va être conquise en 1905 par un professeur radical nouvellement installé dans la société locale, et marié en son sein, Édouard Herriot **39**.

Les **sociétés de libre-pensée** sont nées dans la seconde moitié du XIX^e siècle, leur recrutement est devenu beaucoup plus populaire qu'au sein des deux mouvements précédents. La bonne société « waldeckiste » s'y sent moins à son aise, les ouvriers et les femmes sont nombreux, tous les adhérents participent d'une sociabilité républicaine : baptêmes, mariages et enterrement laïques, **manifestations anticléricales**, gras du « Vendredi-dit-Saint », chansons, comme la *Marche anticléricale* offerte par Montéhus **40** au journal *La Raison* en février 1904, mais aussi réflexion politique, notamment sur la signification des mots *radical* et *socialiste* dans la France de la Belle Époque. Cet essor de la Libre-Pensée a pour corollaire celui d'une presse anticléricale spécialisée, à caricatures, dont les titres principaux sont *L'Assiette au beurre* (1901) et *La Calotte* (1906), qui aiment à réjouir leurs lecteurs avec moines paillards et curés obscurantistes.

Quantité de « comités » laïcs rejoignent l'action de groupe de pression, ancienne, de la Ligue de l'Enseignement, fondée par Jean Macé (1815-1894) en 1866 (**41**). C'est la mise en place de ce que Daniel Halévy appellera plus tard la « République des comités », l'apogée d'une France républicaine des départements, animés très souvent par des instituteurs, ces « hussards noirs » (Péguy, 1913), pour le moment plutôt proches des radicaux et dont la « gloire » de « maître d'école » (cf. Marcel Pagnol **42**) est de lutter contre l'alcoolisme et la routine rurale, pour

38 Il est le fils d'Edmond (1824-1891) et d'Élise de Pressensé. Voir sur ce protestant les ouvrages d'André Encrevé, notamment le dernier, *Les protestants et la vie politique française. De la révolution à nos jours*, CNRS Éditions, 2020, 599 p., *passim*.

39 Cf. le « Premier portrait » de B.Benoît dir., *Édouard Herriot en quatre portraits. Le Lyonnais, l'humaniste, le politique et l'europeen*, Presses universitaires du Septentrion, 2020, 288 p.

40 Pseudonyme de Gaston Mardochee Brunswick (1872-1952).

41 Cf. J.-P.Martin, *La Ligue de l'enseignement. Une histoire politique (1866-2016)*, Presses universitaires de Rennes, 2016, 605 p. et la contribution de J.-P.Martin dans O.Dard & N.Sévilla dir., *Le Phénomène ligueur sous la Troisième République*, Metz, Centre régional universitaire lorrain d'histoire, 2009, 321 p., pp. 98-114.

42 C'est la « gloire » de son père, Cf. le premier titre de sa trilogie citée plus haut. Une monographie intéressante car l'instituteur en question est un petit notable à la vie assez confortable : R. & F.Roffin, *François Prégermain, directeur de l'école de garçons de Cercy-la-Tour, de 1863 à 1894*, Cerciicum, 2003, 77 p.

l'amour de la République et le progrès, thèmes rassembleurs bienvenus, car il est des problèmes graves qui divisent les laïcs : l'armée et la question sociale, par exemple.

Le dernier élément du « vivier », pour reprendre une nouvelle fois l'expression de la regrettée Madeleine Rebérioux (1920-2005), est constitué par les nombreuses « **universités populaires** » issues de l'affaire Dreyfus, riches de causeries, conférences, bibliothèques et fêtes éducatives, toutes organisées par des « intellectuels » à destination d'un peuple qu'il faut détourner du danger clérical et du péril nationaliste **43**. Toutefois, à la Belle Époque, les deux centaines d' « UP » s'en tiennent trop aux conférences magistrales et (tardivement) au billard, sans inventer de culture commune aux deux catégories sociales qu'elles font se rencontrer. Rencontre interclassiste nouvelle dans l'histoire de la Troisième République, fondée sur l'idée (ancienne) d'éducation mutuelle et sur la préoccupation d'éviter les affrontements, les « UP » ont dès avant 1905 beaucoup de mal à surmonter les affrontements politiques locaux et la reprise des luttes sociales, ces dernières profitant de la bonne conjoncture économique.

Ultime forme du « parti républicain » au temps du Bloc des Gauches, ces sociétés de pensée bâtissent pour lui un « vivier », nourri d'un petit peuple anticlérical et libre penseur, petit-bourgeois mais aussi ouvrier. De très nombreux banquets rendent hommage à Combes, qui reçoit tout au long de son ministère une énorme quantité d'adresses de félicitations, émanant de conseils municipaux, de sociétés de pensée et de « comités » de tout ordre, les compagnies de sapeurs-pompiers et les sociétés musicales n'étant pas à négliger. Cette masse explique en l'illustrant l'extrême popularité du combisme et incarne une France démocratique et ennemie des autorités sociales **44**. Ces Français jouent un rôle capital dans l'enracinement provincial, souvent rural, d'une République relativement avancée, contre laquelle part en guerre une France profonde catholique.

□ Un « parti républicain » ?

La France de la Belle Époque continua à vivre avec le mythe du « parti républicain », expression couramment usitée dès les débuts de la Troisième République, alors que n'existait aucun parti organisé et que jamais les républicains ne formèrent un groupe unique : le vocable désignait la coalition — que la République était belle sous l'Empire, titrent des caricaturistes ! — des républicains

43 L.Mercier, *Les Universités populaires : 1899-1914. Éducation populaire et mouvement ouvrier au début du siècle*, Éditions ouvrières, 1986, 188 p. L'initiateur a été Georges Deherme (1867-1937).

44 Sur la notion d'autorité : E.Droit & P.Karila-Cohen dir., *Qu'est-ce que l'autorité ? France-Allemagne(s), (XIX^e-XX^e siècles)*, MSH, 2016, 250 p. Je rappelle toutefois que J.-B.Duroselle, *La France et les Français*, tome I, Richelieu, 1972, 414 p., insistait déjà sur la notion d'autorité dans la 3^e partie (les hiérarchies sociales).

dressés contre les conservateurs, pour conquérir ou reprendre le pouvoir. Mais un parti républicain de fait s'était reconstitué durant les crises, les élections de 1885 fondèrent, devant le danger que courait la République **45**, la **tradition de la « discipline républicaine »**, et c'est à rassembler dans une organisation structurée et disciplinée les diverses branches du « parti » que s'attachèrent en 1901 les créateurs de ce qu'on va appeler couramment le Parti radical. L'entreprise en tant que telle échoua, car, d'une part le mot « républicain » désignait désormais un ancien dreyfusard et non plus un partisan du régime, et d'autre part l'époque devenait celle de la constitution des partis politiques modernes, structurés. Le résultat pratique fut l'émiettement de la vie politique française.

Naquit en 1901 un « Parti républicain, radical et radical-socialiste » 46. Premier des partis politiques français modernes, puisque fondé le 23 juin 1901, premier grand parti politique à avoir été l'objet de deux thèses d'État — celles de Serge Berstein et de Gérard Baal — , rassemblant à l'origine 201 députés, 78 sénateurs, 476 comités, 155 loges, 849 maires, conseillers généraux et conseillers d'arrondissement, 215 journaux, l'ensemble étant représenté par 1 132 délégués, le nouveau parti prend, de façon à rassembler tous les « républicains » lors des élections de 1902, le titre et le sous-titre de Parti républicain, radical et radical-socialiste. À cause du but initial, le programme est fort vague et l'organisation très lâche, rognant le moins possible l'autonomie des comités.

□ « Liberté, égalité, fraternité » : les critiques contre le « parti républicain »

Les critiques des contemporains sont faciles à discerner, surtout qu'elles concernent, au fond, la devise républicaine. Les « lois scélérates » contre l'anarchisme, la lenteur de l'établissement de la liberté syndicale et de la liberté d'association, les inégalités sociales, etc., sont dénoncées par anarchistes et socialistes. Quant à la « fraternité »...

Un auteur a, il y a près d'un demi-siècle, dans un livre intéressant mais un peu excessif et injuste, renchéri sur l'absence de libertés réelles malgré le projet républicain. La République ne s'est-elle pas enracinée contre les libertés ? Il a été rappelé que l'une des grandes célébrités de la République est d'avoir établi le règne des libertés, mais ne peut-on pas la considérer comme ayant prospéré *contre* les

45 Cf. Gilles Candar, « La République est en danger », dans *Une contre-histoire de la III^e République*, La Découverte, 2013, 401 p., pp. 53-67.

46 Sur le radicalisme de la Belle Époque : S.Berstein, *Histoire du Parti radical*, thèse, FNSP, 2 vol., 1980 et 1982, 487 et 667 p. ; S.Berstein & M.Ruby dir., *Un siècle de radicalisme*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2004, 287 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, avril 2005, pp. 421-422 ; P.Lévêque, *Histoire des forces politiques en France*, Armand Colin, coll. U, tome II, 1880-1940, 1994, 311 p., chapitre III

libertés ? C'est du moins la thèse du juriste **Jean-Pierre Machelon 47** qui considère entre autres que les libertés publiques ne sont pas garanties contre les abus possibles du législateur, car la tradition républicaine se méfie des juges, que le recrutement des magistrats est laissé à la quasi-discrétion du pouvoir exécutif, et qu'il n'existe toujours pas en 1899 de droit de l'association.

Cet auteur ajoute les grands pouvoirs des préfets, le recours fréquent à la détention préventive et le régime d'exception frappant les congrégations **48**. Il n'y a pas de statut des fonctionnaires **49**, qui sont exclus du droit de grève et sont considérés comme les agents du gouvernement et non de l'État ; la loi d'exil de 1886 a frappé les familles royales, les « lois scélérates » de 1893 et 1894 les anarchistes et, pour faire bonne mesure, les socialistes. Au fond, pour J.-P.Machelon, le libéralisme est inachevé, il est même refusé, certaines règles de fond défavorables aux libertés publiques sont maintenues par la République, et tout ceci au nom de la défense de l'ordre social.

□ Les conséquences de la Grande Guerre pour les valeurs républicaines

En fait, **la Grande Guerre est vite perçue comme une crise majeure des valeurs européennes. Toutes les valeurs auxquelles croyait l'Europe se trouvent remises en question.** Les pays européens se sont lancés dans une sorte de suicide collectif. « 14-18 », c'est, somme toute, le conflit qui, par excellence, s'avère totalement inesthétique et sans sublimation épique, à la différence des guerres antiques pendant lesquelles des valeurs telles que l'humanité et l'honneur étaient défendues haut et fort. Or la réalité du front et des tranchées est bien loin d'une célébration de l'idée de guerre : l'esthétique du combat(tant) héroïque disparaît au profit de la misère, la déliquescence, et la mort. C'est ce que soutiennent Stéphane Audouin-Rouzeau et Annette Becker en arguant que « c'est une esthétique et une éthique de l'héroïsme, du courage et de la violence guerrière qui ont disparu dans l'immense cataclysme du début de ce siècle ».

L'horreur de la guerre apparaît plus clairement aux civils jusqu'alors soumis à la censure et au « bourrage de crâne » ; des photos, auparavant interdites,

47 J.-P.Machelon, *La République contre les libertés ? Les restrictions aux libertés publiques de 1879 à 1914*, FNSP, 1976, 462 p., un livre intéressant mais un peu excessif et injuste.

48 Cf. Chr.Sorrel, *La République contre les congrégations. Histoire d'une passion française, 1899-1904*, Le Cerf, 2003, 265 p.

49 « Un modeste chef de bureau du sous-secrétariat d'État aux Colonies, Georges Demartial, invente en 1907 le terme de "statut" des fonctionnaires. Les deux livres qu'il publie à cette époque, *Le Personnel des ministères* (1906) et *Le Statut des fonctionnaires* (1908), traduisent l'état d'esprit de nombreux de ses pairs. [...] Clemenceau en 1907, puis Léon Bourgeois en 1908, déposent à la Chambre des projets allant dans ce sens ; une nouvelle version en est présentée en 1920 par le gouvernement. Ces projets n'aboutissent pas. » (P.Rosanvallon, *L'État en France de 1789 à nos jours*, Seuil, coll. « L'Univers historique », 1990, 378 p., réédition, coll. « Points », 1992, 370 p., pp. 88-89). J'ajoute que Demartial était membre de la Ligue des Droits de l'Homme.

et le récit des atrocités commises circulent plus librement. À la certitude d'incarner la civilisation et le progrès succède le désarroi résumé par le **cri poignant de Valéry** en avril 1919 : « Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles... ». **L'ensemble des valeurs élaborées au XIX^e siècle, sur lesquelles reposaient les sentiments de supériorité et de certitude des Européens, a été anéanti par la boucherie de 1914-1918.** Deux notions fondamentales en particulier volent en éclats, la croyance en une amélioration continue grâce aux bienfaits de la science et de la raison et la foi en une société toujours plus juste.

Allons plus loin. La guerre a profondément marqué la génération des combattants, dont elle hante la mémoire. Elle devient le thème majeur d'un nombre important de romans, nouvelles et témoignages, où domine **le sentiment de l'horreur**. Tel est le cas des *Croix de bois* de Roland Dorgelès **50**, de *La vie des martyrs* de Georges Duhamel **51**, d'*À l'ouest rien de nouveau* de l'écrivain allemand Erich Maria Remarque **52**. Mais déjà s'affirme un clivage entre des œuvres qui dénotent une certaine nostalgie de l'héroïsme, telles que *Les Épargnes* de Maurice Genevoix (1890-1980), *Le sel de la terre* de Raymond Escholier (1882-1971) ou *L'Équipage* de Joseph Kessel (1898-1979), et les livres qui dénoncent le caractère absurde et monstrueux de la guerre, comme *Le feu* de Henri Barbusse — prix Goncourt 1916, dont le réalisme tranchait avec tout ce qui avait été publié auparavant — et *Le voyage au bout de la nuit* de Louis-Ferdinand Céline **53**. Ces deux attitudes se prolongent dans les années de l'après-guerre avec l'esprit « ancien combattant » et un puissant courant pacifiste, qu'illustrent Romain Rolland, Alain et Marc Sangnier, et qui trouve son expression politique avec l'action d'Aristide Briand.

Mais la guerre détermine surtout une **remise en question du système de valeurs sur lequel repose la civilisation occidentale**. Les valeurs morales ont subi un coup très dur. Le mépris de la vie humaine, l'opposition entre les souffrances des combattants et l'insouciance de l'arrière, le spectacle d'immenses fortunes acquises parfois aux dépens des soldats, tout cela a laissé des traces profondes dans la mentalité collective. Le sentiment d'avoir été, au nom de grands principes,

50 Roland Lecavelé, 1885-1973. Le livre de Dorgelès, Prix Femina 1919, a toujours été un gros succès de librairie et il est au Livre de Poche dans un petit numéro (189). Notamment grâce au vocabulaire c'est une peinture de la vie du combattant très réaliste ; justifiant le titre, il est dix fois fait allusion aux croix de bois des tombes éphémères de soldats morts, avec cette phrase presque finale : « Combien sont encore debout, des croix que j'ai plantées ? ».

51 Duhamel (1884-1966) dans *Vie des martyrs* (1917) et *Civilisation* (1918) dresse un réquisitoire contre un système qui a privilégié la richesse et la puissance au détriment de l'amour et de l'humanité. Dans *Possession du monde* (1919), il propose un pacifisme raisonnable et vigilant, « règne du cœur » dominant la civilisation mécanique.

52 Pseudonyme de Erich Paul Remark, 1898-1970.

53 Pseudonyme de Louis Fernand Destouches, 1894-1961. Livre récent : O.Roynette, *Un long tourment. Louis-Ferdinand Céline entre deux guerres (1914-1945)*, Les Belles Lettres, 2015, 292 p.

le **jouet d'intérêts sordides**, suscite une révolte contre les morales traditionnelles fondées sur le devoir et une réhabilitation du plaisir sans contrainte.

Les **classes moyennes**, à cause de l'effondrement des revenus fixes, sont durement touchées par la guerre **54**. Le **rentier**, catégorie si typique de la France de la Belle Époque, n'existe plus, à cause de l'inflation. Quant aux traitements de la classe moyenne salariée, ils ne suivent qu'avec un gros retard la hausse des prix. Surtout, **ce sont les valeurs mêmes de ce groupe social qui ont été ébranlées par le choc** : la Première Guerre mondiale a fait **voler en éclats les promesses de la République radicale**, d'où la puissance de la nostalgie de la Belle Époque, et une nouvelle preuve que ce sentiment ne peut pas être apparu dans les années 30. Comment, pour les classes moyennes, ne pas être inquiètes devant la vague d'agitation sociale de 1919-1921 ? Mais elles bénéficieront de la hausse du niveau de vie des deux périodes 1920-1924 et 1926-1930, avant de subir le poids de la crise des années 1930, d'où des réactions politiques marquées. Globalement, la Première Guerre Mondiale c'est l'appauvrissement de la bourgeoisie rentière, ce dont on trouve plusieurs exemples dans la littérature des années 20.

Le soldat inconnu « cristallise les valeurs de sacrifice et de malheur liées à la guerre ». On est à ce point sensible aux disparus et/ou aux non-identifiés que ces derniers supplantaient parfois jusqu'aux survivants : véritable pèlerinage pour les provinciaux et les Parisiens, l'Arc de Triomphe et son soldat inconnu voient défiler des milliers de personnes, qui, quoique face à la réalité de cette mort, n'en pouvaient pas sonder la violence.

À propos des monuments aux morts, connotations et rejeu de l'histoire

□ Les connotations :

- égalité, unité avec les civils (dont la douleur est assez souvent visible, *cf.* la « pleureuse » de Termignon, avec coiffe savoyarde), dont les otages et les autres victimes, dont l'exode, souvent représentés sur les monuments aux morts des départements occupés, les destructions de bâtiments, les résistants. À La Côte-Saint-André (Isère), en haut le coq gaulois chante, au milieu le soldat lance une grenade, en bas la femme laboure.
- rarement la haine de la guerre. Des monuments aux morts pacifistes et antimilitaristes **55**, comme celui de Gentioux (Creuse, un écolier en tablier et sabots montre le poing à l'inscription « Maudite soit la guerre »), avec des manifestations tous les ans et l'absence officielle de l'armée (on est près du camp de La Courtine). Sur celui d'Équeurdreville (près de Cherbourg, un des rarissimes monument aux morts réalisés

54 J.Ruhlmann, *Ni bourgeois ni prolétaires. La défense des classes moyennes en France au XXe siècle*, Seuil, coll. « L'Univers historique », 2001, 462 p. De nombreuses autres références suivront.

55 Cf. D. et P.Roy, *Autour de monuments aux morts pacifistes en France*, Fédération nationale laïque des Associations des Amis des Monuments pacifistes, républicains et anticléricaux, 2006, 240 p.

par une femme), inscription « Que maudite soit la guerre ». À Gy-L'Évêque (Yonne, au sud d'Auxerre) inscription « Guerre à la guerre. Paix entre tous les peuples » ; à Levallois-Perret, un ouvrier brise une épée sur son genou. À Saint-Martin-d'Estreaux (Loire) et Château-Arnoux (Alpes-de-Haute-Provence), une longue inscription, plus violente et en plusieurs panneaux dans le premier cas (« Bilan de la guerre, plus de douze millions de morts ! [...] »), plus poétique (un sonnet) dans le second.

- Moins connus, des monuments appellent à la fraternité des peuples, comme à Dardilly (Rhône), à l'abandon des armes (Avion, dans le Pas-de-Calais : une statue allégorique de la Mort lâche son glaive, grimaçant de peur à la vue des mains des morts qui se tendent vers elle ; inscription « Tu ne tueras point »), des monuments ont été érigés en marge des monuments aux morts, d'autres sont contradictoires (Lezoux, Puy-de-Dôme : glorification des « victoires » et condamnation de la guerre), d'autres sont doubles (Auchel, Pas-de-Calais : 1°) l'Humanité pleure les soldats morts, 2°) un mineur célèbre la paix)

- le rejeu de l'histoire : Révolution française souvent ; le monument aux morts de Nice est une réplique du Trophée de la Turbie (6 av. JC) ; le monument aux morts de Soissons évoque le vase de Clovis

□ **devenir :**

- des refus d'inauguration par les « autorités »

- les inscriptions semblant pacifistes sont souvent cachées (fleurs, etc.), mais des monuments pacifistes sont « pieusement » fêtés par des militants de la Libre-Pensée

- certains monuments aux morts d'Afrique du Nord ont été démontés et réutilisés en métropole (ex. : celui de Casablanca à Senlis)

- querelles sur l'emplacement, sur l'inscription, sur les emblèmes

À quoi bon économiser pour assurer ses vieux jours ou l'avenir de ses enfants puisque l'argent ne cesse de perdre sa valeur ! Mieux vaut dépenser tout de suite, consommer, jouir de la vie. C'est **tout un système de valeurs morales qui s'effondre : la réussite n'est plus la rançon du mérite, de la vertu, du travail, mais de l'habileté du spéculateur ou de la chance de l'aventurier.** Cette volonté de jouir de la vie après les souffrances et les privations de la guerre se marque par une véritable ruée sur les plaisirs de la paix retrouvée : fêtes populaires, vogue des cinémas et des boîtes de nuit, dancings, découverte du jazz... Ce sont **les « années folles » de la décennie 1920.**

Les *Nourritures terrestres* d'André Gide (1869-1951), totalement inconnues du public depuis leur publication en 1897, deviennent le livre de chevet de la jeunesse bourgeoise et Marcel Proust (1871-1922) reçoit le prix Goncourt en

1919 pour *À l'ombre des jeunes filles en fleurs* **56**. Mais cette réaction n'est pas **seulement littéraire**. Elle se traduit dans la vie quotidienne **57** et, après les années de souffrance de la guerre, par **une détente dont les manifestations sont multiples** : modes « extravagantes », engouement pour le jazz qui fait son apparition en Europe en 1917 avec les soldats de l'armée des États-Unis **58**, danses américaines (*one-step, charleston*) qui remplacent la polka et la valse des cours d'Europe centrale, théâtre du Boulevard où s'illustrent comme auteurs Robert de Flers, Henry Bernstein et Édouard Bourdet, comme acteurs Gaby Morlay et Charles Boyer. La guerre a porté un coup très dur aux valeurs morales qui constituaient les assises de la civilisation occidentale. La littérature évoque les drames en marge du conflit, les familles séparées (le nombre des divorces augmente), le relâchement des mœurs et des cadres sociaux. Par exemple, le **roman de Raymond Radiguet** (1903-1923) *Le diable au corps* fait scandale en évoquant les amours d'un adolescent et de l'épouse d'un combattant mobilisé : une femme infidèle bafoue les conventions morales, néglige les prescriptions patriotiques au profit des suggestions, autrement impératives, des « lois de la nature ».

Les valeurs intellectuelles ne sont pas moins atteintes. La **réaction contre le rationalisme**, déjà très vive à la fin du XIX^e siècle, se trouve accentuée par la guerre et triomphe avec Bergson, Miguel de Unamuno (1864-1936) et le philosophe allemand Martin Heidegger (1889-1976) qui met en valeur la notion de l'absurde dans notre univers. **Cette crise du rationalisme peut aboutir à un renouveau du sentiment religieux. Elle peut aussi déboucher sur une évasion vers l'irrationnel et sur un refus du monde présent.** Ce refus éclate dès 1919 par le *Manifeste Dada*, protestation d'artistes (Francis Picabia, Marcel Duchamp et Tristan Tzara) contre l'absurdité et la faillite de notre univers et, de plus, remise en question par un non-conformisme poussé jusqu'au scandale de toutes ses valeurs intellectuelles et artistiques, non-conformisme « dada » en réalité né à Zurich en 1916. Dans la même veine se développe un peu plus tard le mouvement surréaliste qui groupe autour d'André Breton, les poètes Paul Éluard, Louis Aragon et Robert Desnos, les peintres Max Ernst, Picasso, Salvador Dalí et proclame, avec la toute-puissance du rêve et de l'instinct, sa volonté de rompre avec les « modes de penser et de sentir de l'humanisme traditionnel ». Ces mouvements apparaissent comme une réaction contre la guerre, contre les élites qui l'auraient déclenchée et

56 Même évolution vers un individualisme sceptique à l'étranger, avec l'Anglais Aldous Huxley (1894-1963), l'Italien Luigi Pirandello (1867-1936) et l'Irlandais James Joyce (1882-1941).

57 Bien décrite par Yves Pourcher, *Les jours de guerre. La vie des Français au jour le jour. 1914 - 1918*, Plon, 1994, 546 p., réédition, Hachette Littérature, coll. « Pluriel », 2008, 546 p., et dans P.Darmon, *Vivre à Paris pendant la Grande Guerre*, Fayard, 2002, 448 p.

58 Le général John Pershing (1860-1948) était d'origine alsacienne.

approuvée, contre la science qui lui a fourni ses moyens de destruction massive. Empruntant à la psychanalyse ses méthodes d'investigation de l'âme humaine, ils se proposent de « rechercher l'homme caché sous le vernis de la civilisation ». Mais cette fuite dans l'irrationnel n'est pas l'unique moyen d'échapper à un système de valeurs qui aurait fait faillite. D'autres, parfois les mêmes, vont chercher l'évasion dans l'action révolutionnaire (Aragon), dans l'esthétisme (Valéry) ou la vie dangereuse (Malraux et Saint-Exupéry). Partout combattants et civils n'aspirent qu'au repos et à l'oubli. Le même état d'esprit fait d'anxiété et de pessimisme est commun aux vainqueurs et aux vaincus : anxiété face à l'avenir incertain ; comment trouver du travail à la démobilisation, alors que le marché de l'emploi est saturé ? Comment se ravitailler ? Dans quel type de société et de régime politique vivra-t-on ? Telles sont quelques-unes des questions qui reviennent le plus souvent.

La guerre a profondément marqué « la génération du feu ». Très vite, les intellectuels prennent conscience qu'elle ouvre une **véritable crise des valeurs**. De très nombreux témoignages littéraires montrent à quel point la guerre a représenté pour ceux qui l'ont faite un choc très profond. L'expérience directe du champ de bataille inspire des œuvres qui insistent sur l'horreur des combats, sur la présence obsédante de la mort qui change l'homme, sur la peur éprouvée par les soldats dans les tranchées au long d'interminables heures.

Cette douloureuse expérience débouche sur la **remise en question de la civilisation européenne**, qui a permis ces horreurs, et souvent sur des prises de position pacifistes et antimilitaristes.

Le **groupe surréaliste** comprend des poètes, des artistes... Son grand théoricien est André Breton (1896-1966). Rejetant tout contrôle sur la pensée qui serait exercé par la raison, toute préoccupation esthétique ou morale, les surréalistes entendent exprimer « soit verbalement, soit par écrit, soit de toute autre manière le fonctionnement réel de la pensée », ce qu'ils appellent « l'automatisme psychique pur ». On aboutit ainsi à la création d'un univers insolite, traduisant non plus le monde décevant de la réalité, emprisonné dans ses conventions, ses règles, sa discipline, mais les pulsions profondes de l'esprit, libéré de ces entraves. Le surréalisme crée ainsi un **nouveau climat artistique** qui ne cesse d'imprégner les œuvres les plus diverses, poésie, musique, peinture, ballet, et surtout la nouvelle forme d'art qui s'épanouit dans les années folles, le cinéma.

Répudiant l'idée de nation et les valeurs républicaines, **la SFIC**. Il s'y organise un parti totalement étranger aux valeurs nationales, par son organisation, rigoureuse et militaire, étouffant toute liberté, par ses crises permanentes, par son idéologie haineuse et violente.

« Le communisme apparaît bel et bien aux yeux de la majorité de l'opinion française comme acharné à fouler aux pieds les valeurs consensuelles nationales

confortées par l'épreuve de la guerre récente, la foi dans la démocratie, l'amour de la patrie, l'attachement à la liberté. » 59

De 1921 à 1934, le Parti communiste français, rejeté comme un corps étranger à la société politique française, apparaît comme un adversaire dangereux : il brave ouvertement le pouvoir et les valeurs de la société. Il le fait consciemment et délibérément, de manière provocatrice : nombre de ses actions visent à tirer les dividendes, en termes d'audience auprès des sympathisants supposés ou proches, d'un désaveu radical des valeurs de la République.

□ Les valeurs républicaines dans l'entre-deux-guerres

Que subsiste-t-il ? Dans le **mode de vie des classes moyennes** une sorte d'« entrée en bourgeoisie » s'accompagne de l'adhésion à un système de valeurs qui est celui de la **respectabilité** (cf. le salon, la « femme au foyer », le bac pour le fils, etc.). Autre indication, la volonté de se distinguer de l'ouvrier, par le vêtement, les « manières », la recherche d'une culture moins populaire — mais la culture des classes moyennes est très conformiste —, tous signes du désir de se distinguer des « manuels ». Une **activité professionnelle tertiaire** étant jugée plus « digne », caractéristique de la promotion sociale, le statut d'employé est la forme la plus répandue de ce type d'activité, sous sa forme salariée, et, pour les femmes, le travail de secrétariat est la preuve que l'on a quitté les rangs des groupes inférieurs. Au total, une volonté de ressembler le plus possible à la bourgeoisie, la pratique religieuse n'étant pas ou plus importante, avec un clair désir d'« assurer ses vieux jours » et un profond attachement à la propriété, une hostilité au marxisme, au fond **un conservatisme**, bien montré dans le film *La chienne* de Jean Renoir (1931), adapté du roman éponyme (1930) de Georges de la Fouchardière (1874-1946). Roman et film narrent l'histoire d'un employé, à l'existence jusque-là étriquée, faite de renoncements, d'économies sordides, de grisaille, mais soucieux de donner une image d'honnêteté (il est caissier !) et de fausse aisance. Cette image vénérable est « dynamitée » par la libération de Maurice Legrand de l'ordre moral de sa classe (il entretient une maîtresse, Lulu, rencontrée à Montmartre) et bientôt de son mode de vie (il finit clochard...). Jean Renoir évoque à nouveau les classes moyennes en 1932, dans *Boudu sauvé des eaux*, un film adapté de la pièce de théâtre (1919) de René Fauchois (1882-1962), avec le couple des Lestingois, des libraires — une profession en « effacement relatif » depuis la Belle Époque 60 — qui contrastent avec le personnage anticonformiste du clochard libertaire Boudu.

59 J.-J. Becker et S. Berstein, *Histoire de l'anticommunisme en France*, Orban, 1987-, 2 vol. prévus, tome I : 1917-1940, 407 p., p. 134.

60 D'après G. Leroy & J. Bertrand-Sabiani, *La vie littéraire à la Belle Époque*, PUF, 1998, 383 p., p. 9.

Le retour aux valeurs nationales se lit également dans le domaine musical. Au moment où la musique atonale de Schönberg fait des émules jusqu'aux États-Unis et en Europe centrale, les Français demeurent en retrait ou préfèrent emprunter d'autres chemins. C'est ainsi que le « groupe des Six » — Georges Auric (1899-1983), Louis Durey (1888-1979), Arthur Honegger (1892-1955), Darius Milhaud (1892-1974), Francis Poulenc (1899-1963) et Germaine Tailleferre (1892-1983), s'inscrit dans la lignée de la musique d'Igor Stravinski (1882-1971), adhère à l'esthétique des Ballets russes **61** et renoue avec la tradition mélodique française. Ce groupe — réuni dès 1919 par Albert Roussel (1869-1937) et quasiment officialisé par Henri Collet (1885-1951) en janvier 1920 dans *Comoedia* — semble néanmoins des plus artificiels. Ses membres ne composent en commun, exceptées les pièces pour piano réunies dans *L'Album des six*, que *Les Mariés de la tour Eiffel*, spectacle monté en 1924 par les Ballets suédois de Rolf de Maré (1888-1964) sur un texte de Jean Cocteau (1889-1963). Chacun, à sa façon, décline sa partition musicale : Arnold Schönberg (1874-1951) a pu voir dans l'éclectique Milhaud « le représentant le plus important de l'école polytonale qui régn[e] désormais sur les pays latins » ; Poulenc aspire à un retour à la mélodie et au contrepoint, voue une sincère passion à la poésie et cherche à l'illustrer, comme il le fera plus tard pour *Les Mamelles de Tiresias* inspiré d'Apollinaire ; Honegger est plus ouvert à la musique allemande. Plus qu'une authentique identité musicale, c'est l'ouverture aux formes plus populaires de l'art, celles du music-hall ou du cirque, ainsi qu'à toutes les écritures — Milhaud monte *la Création du monde* en 1923 sur un texte de Blaise Cendrars —, qui unit ce groupe emblématique de la recherche musicale française des années vingt.

Mais il se produit **la grande crise économique et sociale, mondiale, de 29, en fait des années 30. Crise en France ou crise de la France ? Crise des « valeurs françaises »**, avec un pays, une nation, un peuple, en crise ? L'univers de la boutique et de l'atelier, en particulier, tremble sur ses bases, ses raisonnements, ses traditions et ses valeurs. Un parti politique de masse réagit contre cette perte des valeurs. Le **Parti social français (PSF)** est contre l'étatisme économique, l'Office du Blé, les hausses de salaires, les dévaluations, mais il est bienveillant par rapport aux 40 heures et aux congés payés, il est nostalgique de Raymond Poincaré, il est **pour l'exaltation des valeurs traditionnelles, chérissant la devise « Travail, Famille, Patrie »**, et pour le soutien à Franco (comme toute la droite). C'est un parti fondamentalement conservateur, mais hostile au libéralisme économique débridé,

61 Je rappelle que la représentation du *Sacre du Printemps* au théâtre des Champs-Élysées le 29 mai 1913 avait été un véritable événement. Sur le Groupe des Six : P.Brévignon, *Le Groupe des Six. Une histoire des Années folles*, Arles, Actes Sud, 2020, 249 p.

il est loin du Fascisme, il organise une contre-manifestation anticommuniste, couronnée de succès, le 4 octobre 1936 au Parc des Princes.

D'autre part, venant de droite et de gauche des hommes aspirent à vivre de nouvelles valeurs, surtout dans les années trente. De la fin des années 20 au milieu de la décennie suivante, la **jeune génération de la droite intellectuelle** est à la recherche d'idées et de valeurs nouvelles. Elle se révolte contre l'ordre établi et fait le procès de l'après-guerre libéral et individualiste. Elle a en horreur le matérialisme et la « bourgeoisie » qui paraissent triompher avec les années de prospérité. Convaincus qu'une profonde crise de civilisation entraîne la France sur la pente de la décadence, les **intellectuels « non-conformistes »** ⁶² veulent à tout prix dépasser les idéologies traditionnelles, se placer « au-delà » aussi bien du marxisme que du capitalisme. À partir de 1928, on assiste à une floraison de **petites revues** parmi lesquelles *Les Cahiers* (de Jean-Pierre Maxence), *Réaction* (de Jean de Fabrègues), *Combat* (de Thierry Maulnier), *Ordre Nouveau* (de Robert Aron et Arnaud Dandieu) ⁶³ et *Plans* (de Philippe Lamour ⁶⁴). L'historien des idées Jean Touchard ⁶⁵ a parlé de « **l'esprit des années 30** » pour qualifier l'esprit de syncrétisme qui anime cette recherche doctrinale d'une troisième voie. Plusieurs tendances s'y affirment, plus ou moins attentives aux solutions fascistes. Il y a un **courant spiritualiste** proclamant l'urgence d'une régénération des valeurs : il inspire le personnalisme d'*Esprit* (revue créée en 1932 par Emmanuel Mounier) ainsi que la réflexion d'Aron et Dandieu qui écrivent entre 1931 et 1933 un triptyque aux titres significatifs : *La Décadence de la nation française*, *Le Cancer américain* et *La Révolution nécessaire*. Il existe également un courant technocratique, le « **planisme** », qui préconise la modernisation de l'État (*Plans, L'Homme nouveau*) ⁶⁶. Enfin, un dernier courant, dissident de L'Action française, se rattache à un néo-nationalisme (*Réaction, Combat*) : dans *Au-delà du nationalisme* (1938), Thierry Maulnier s'attache à définir un « nationalisme révolutionnaire ».

Cette crise de civilisation est analysée à travers le prisme de la décadence, thème récurrent du discours des années trente, décliné sur différents modes : décadence nationale, décadence de la société bourgeoise et de sa morale — dont la fin est annoncée par Emmanuel Berl (1892-1976) dans son

⁶² Cf. J.-L.Loubet Del Bayle, *Les non-conformistes des années trente, une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Seuil, 1969, 496 p., réédit., 2001, 562 p.

⁶³ Cf. la notice de G. & S.Berstein, *La Troisième République*, M.A. Éditions, coll. « Le Monde de ... », 1987, 356 p., pp. 225-226.

⁶⁴ 1903-1992.

⁶⁵ Jean Touchard (1918-1971), « L'esprit des années trente », dans le colloque *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789*, Hachette, 1960, 144 p.

⁶⁶ Cf. J.-Fr.Sirinelli dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, PUF, 1995, 1 068 p., réédition, 2003, coll. « Quadrige », 1 254 p., pp. 946-950.

diptyque de 1929 *Mort de la pensée bourgeoise* et *Mort de la morale bourgeoise* —, enfin, décadence de l'homme moderne rongé par un individualisme rationaliste dévastateur : « Tu n'es que toi, et ce ne t'est point assez », formule qu'on peut trouver sous la plume de Thierry Maulnier dans *Réaction*, en février 1932. C'est de l'analyse et de la critique de cette crise générale du monde moderne que naît « l'esprit des années trente », ainsi nommé depuis que les études historiques que nous avons citées se sont attachées à montrer la cohérence relative des groupes d'intellectuels dits non-conformistes qui en furent les principaux animateurs.

Une des hypothèses fécondes de cette historiographie est de lire le phénomène non-conformiste comme la **rencontre d'une crise globale des valeurs et d'une génération**. En effet, les fondateurs des différentes revues qui naissent entre 1930 et 1933, qu'il s'agisse de *Réaction* (1930) fondée par Jean de Fabrègues (1906-1983), de *La Revue française* (1930), animée par Jean-Pierre Maxence **67**, d'*Esprit* (1932) dirigée par Emmanuel Mounier (1905-1950) ou de *L'Ordre nouveau* (1933), sont tous nés dans la première décennie du siècle, formant peu ou prou cette génération de 1905 née avant la guerre mais qui ne l'a pas vécue au front, génération qui veut prendre acte des changements survenus depuis la conflagration et se dit révolutionnaire quand son aînée se prétendait réformiste : « Contre l'égoïsme obtus du monde bourgeois-libéral, contre le matérialisme économique et spirituel, contre l'impuissance d'une politique sans esprit et sans âme, cette génération est en effet toute entière dressée ». Par la voix de Jean de Fabrègues (1906-1983), les non-conformistes expriment donc la conscience qu'ils ont de former une « unité de refus » scellée par la clef générationnelle. L'originalité de ces groupes décidés à se situer hors des courants constitués est caractérisée par la volonté de dépasser les oppositions traditionnelles, de renouveler la politique par son action révolutionnaire, dans le cadre d'un syncrétisme idéologique effaçant momentanément les contradictions politiques.

□ Fin de la IIIe République, fin des valeurs républicaines ?

C'est l'accentuation meurtrière de la fin de la République et de ses valeurs, encore très vivaces dans les années 1900 et une nouvelle guerre mondiale, **dans le cadre de la « guerre de trente ans »** : l'histoire de la France est décidément centrée « autour de la Belle Époque et de la Grande Guerre ».

Le régime de Vichy, c'est le remplacement de la République par l'État français. Officiellement, la naissance de l'État français **68** ne marque pas la fin du

67 Pseudonyme de Pierre Godmé (1906-1956).

68 J.-P.Cointet, *Histoire de Vichy*, Plon, 1996, 359 p.

régime républicain, mais seulement celle de la Troisième République. Pourtant, les Actes constitutionnels de 1940 — qui ne seront jamais suivis d'une véritable constitution — instaurent une **dictature pétainiste d'esprit profondément antirépublicain**. La Troisième République a ainsi accouché d'un régime qui se révèle être non son double amélioré, mais son antithèse. En dehors du mythe gaullien, le régime de Vichy est fondamentalement **rupture**, même s'il présente des signes de continuités avec la Troisième République. Vichy est une rupture du consensus républicain, latente depuis les années 1930, rupture qui tire ses origines des crises de la IIIe République, auxquelles s'ajoutent les effets négatifs de la « drôle de guerre » et le choc de la défaite.

Sur le plan idéologique, la Révolution nationale est la revanche d'une longue tradition idéologique minoritaire, par son traditionalisme — qui est son idéologie dominante — et par sa politique de réaction triomphante. Toutefois des compromis sont passés avec l'héritage républicain : dictature antirépublicaine, Vichy ne renie pas tout l'héritage républicain. La République n'est pas officiellement abrogée : elle cesse simplement d'être mentionnée avec la disparition de la fonction de président de la République. À l'image de Pétain, les hauts dirigeants de Vichy ont d'ailleurs tous fait carrière sous la IIIe République : Laval, Flandin et même l'amiral Darlan, chef d'état-major de la Marine depuis 1936. Si l'État français adopte une nouvelle symbolique, dont l'emblème le plus connu est la francisque, il conserve le drapeau tricolore et *La Marseillaise*. Il n'est d'ailleurs pas question de revenir à la monarchie.

La devise de l'État français « Travail, Famille, Patrie », qui supplante la trilogie républicaine « Liberté, Égalité, Fraternité », ne fait que reprendre un slogan des Croix de Feu, ligue nationaliste mais républicaine, et elle rappelle le préambule de la Constitution de la Deuxième République (novembre 1848) qui déclarait que la République « a pour base la Famille, le Travail, la Propriété, l'Ordre public ». Cette morale sociale élémentaire est d'ailleurs celle que dispensait l'école républicaine, notamment à travers ses triomphants « romans pédagogiques ». Le plus fameux d'entre eux est *Le Tour de la France par deux enfants*, signé *G. Bruno* : six millions d'exemplaires entre 1877 et 1901, 7,4 millions en 1914, pas loin de neuf à l'heure actuelle). Son auteur, Madame Fouillée ⁶⁹, avait déjà publié, en 1869, *Francinet*,

⁶⁹ Épouse d'Alfred Fouillée (voir plus haut), née Augustine Tuillerie (1833-1923). Pour les prototypes : M. Watrelot, « Aux sources du *Tour de la France par deux enfants* », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1999, pp. 311-324. Pour de très nombreux aspects : P. Cabanel, *Le Tour de la nation par des enfants. Romans scolaires et espaces nationaux (XIXe-XXe siècles)*, Belin, 2007, 893 p., J.&M. Ozouf, « *Le Tour de la France par deux enfants*. Le petit livre rouge de la République », dans P. Nora dir., *Les lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1992, 3 tomes en 7 vol., tome I, pp. 291-321, D. Milo, « Les classiques scolaires », dans P. Nora dir., *Les lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1992, 3 tomes en 7 vol., tome II/3, pp. 517-561, et J.-P. Rioux prés., *Tableaux de la France, suivis de Le Tour de la France par deux enfants*, Omnibus, 2007, 810 + 312 p.

toujours réédité sous la III^e République. Dans ce célèbre *Tour de la France par deux enfants*, constamment réédité depuis 1877, des formules de morale figurent en tête de chacun des CXXI chapitres, elles ne sont pas des aphorismes classiques, néanmoins se trouvent exaltés en elles et dans les corps de chapitres l'honnêteté, l'instruction, le travail, l'épargne, l'antialcoolisme, et surtout la volonté, le courage et le patriotisme. La réédition de 1906 procède à l'expulsion de Dieu et de la Providence, même dans les formules les plus anodines (en 1930 la réédition enrichira le livre avec les progrès scientifiques et techniques les plus récents) **70**.

Quant au thème du « retour à la terre », il obsède les élites de la Troisième République depuis le ministre de l'Agriculture Jules Méline, auteur en 1905 d'un ouvrage intitulé (déjà) *Le Retour à la terre*. Dans la réalité, le régime de Vichy n'est donc qu'incomplètement l'« ordre nouveau » qu'il se flatte d'être.

Il n'y a pas un mais des Vichy, parallèles et successifs : l'« ordre nouveau » de la Révolution nationale est relatif, composite, ambivalent et évolutif. Régime composite, régime ambivalent, Vichy se caractérise par le décalage entre l'idéologie dominante et la pratique du pouvoir **71**. Vichy présente en effet deux visages : le premier, traditionaliste, est nostalgique des vieilles valeurs (la « face Pétain ») ; le second, dirigiste, est tourné vers les solutions nouvelles (la « face Darlan »). Traditionalistes et modernistes veulent réorganiser la France en lui donnant des cadres, mot clé de la Révolution nationale, mais ils n'en n'ont pas la même conception. En outre, le régime de Vichy est évolutif et l'on peut sans peine distinguer trois ou quatre « Vichy » successifs.

À l'opposé d'une rupture-accident, Vichy est une rupture-miroir qui reflète la plupart des divisions qui ont structuré la société française contemporaine autour des valeurs de la démocratie, de la laïcité et de la nation « ouverte ». Une contestation de la « synthèse républicaine » et de ses valeurs, bien sûr.

70 M.Watrelot, « Aux sources du Tour de la France par deux enfants », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1999, pp. 311-324, p. 311. Aussi, plus large, P.Cabanel, *Le Tour de la nation par des enfants. Romans scolaires et espaces nationaux (XIX^e-XX^e siècles)*, Belin, 2007, 893 p.

71 Cf. F.Laroulandie, *La France des années 1940*, Ellipses, 1999, 319 p.

Conclusion

La IV^e République est, malgré les espoirs de la Résistance et le symbole de la Marianne de Gandon, en continuité avec la III^e, cf. l'École (anecdote de la leçon de morale de M. Souty, en CM1). En continuité partielle aussi avec Vichy, y compris dans les forces contestataires, cf. le poujadisme, dont les valeurs du sont celles de la Révolution nationale de Pétain.

La référence à « la République », au « modèle » et aux « valeurs » républicaines est devenue incontournable dans le débat politique français depuis les années Mitterrand.

Suite à une demande formulée lundi midi : Bibliographie complémentaire :

Jean-Baptiste DUROSELLE, *La France et les Français*, Richelieu, 1972, tome I (1900-1914), réédition, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1992

Dominique KALIFA, *La véritable histoire de la « Belle Époque »*, Fayard, 2017, 296 p.

Jacqueline LALOUETTE, *La France de la Belle Époque. Dictionnaire de curiosités*, Tallandier, 2013, 286 p.

Dominique LEJEUNE, *La France des débuts de la III^e République. 1870-1896*, A.Colin, coll. « Coursus », 1994, diverses rééditions, dont numérique

Dominique LEJEUNE, *La France de la Belle Époque. 1896-1914*, A.Colin, coll. « Coursus », 1991, diverses rééditions, dont numérique

Madeleine REBERIOUX, *La République radicale ? (1899-1914)*, Seuil, coll. « Points », Nouvelle Histoire de la France contemporaine, 1975. Il est dommage qu'aucune réédition n'ait vu le jour.

Cette bibliographie sera dans mon « texte long », à me demander (Domilejeun@aol.com)

Mais sont en ligne :

1°) « La Belle Époque, formules et réalités politiques », conférence à l'Université ouverte de Besançon, 10 octobre 2017, mise en ligne le 24 octobre 2017 sur HAL-SHS (CNRS) : <https://hal.archives-ouvertes.fr/cel-01615606>

2°) « La Belle Époque, de la société et de la culture en France », conférence à l'Université ouverte de Besançon, 10 octobre 2017, mise en ligne le 13 octobre 2017 sur HAL-SHS (CNRS) : <https://hal.archives-ouvertes.fr/cel-01615634>

3°) « La Belle Époque », visioconférence à l'Université ouverte de Franche-Comté (Antenne de Montain, Jura, jeudi 4 mars 2021 de 18h à 20h30), Lien : <https://youtu.be/9UPJwlw4snk>, mise en ligne le 22 mars 2021 sur HAL-SHS (CNRS) : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03159909>

Et je signale la parution récente de mon gros livre :

France et Français de « la Troisième » (République). Autour de la Belle Époque et de la Grande Guerre, 1 801 pages, ouvrage mis en ligne le 30 août 2021 sur HAL-SHS (CNRS) : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03326301>